



6 octobre 2016

(16-5351)

Page: 1/20

Comité des licences d'importation

Original: anglais/français

RÉPONSES AU QUESTIONNAIRE SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION¹

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 7:3 DE L'ACCORD SUR LES PROCÉDURES DE LICENCES D'IMPORTATION (2015)

CANADA

La communication ci-après, datée du 30 Septembre 2016, est distribuée à la demande de la délégation du Canada.

Introduction

Les licences d'importation sont obligatoires pour les marchandises soumises à des restrictions associées à des mesures visant à protéger les producteurs nationaux contre des importations dommageables, conformément à l'article XIX du GATT ou au titre d'engagements internationaux (par exemple pour les stupéfiants et les espèces de faune et de flore menacées d'extinction). Des contrôles à l'importation sont aussi exigés pour certains produits pour des raisons d'intérêt public ou à des fins de surveillance. Ce contrôle est effectué au moyen de licences d'importation ou par le biais d'autres formalités au point d'entrée. Avec effet au 1^{er} janvier 1995 (ou au 1^{er} août 1995 pour le froment, les produits à base de froment, l'orge et les produits à base d'orge, le beurre, le lactosérum en poudre et la crème), le Canada a remplacé ses contrôles à l'importation de produits agricoles par des contingents tarifaires; des licences d'importation sont exigées pour pouvoir importer les quantités admises à bénéficier du taux contingentaire.

Les contrôles à l'importation sont administrés par un petit nombre d'administrations. Il est cependant difficile de donner une description générale des procédures suivies, car elles varient, sur certains points de détail, d'une administration à l'autre. C'est pourquoi les réponses au questionnaire sont présentées suivant les différents instruments législatifs en vertu desquels les mesures de contrôle à l'importation sont appliquées.

¹ Voir G/LIC/3, Annexe, pour consulter le questionnaire.

TABLE DES MATIÈRES

1	LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES	3
2	LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES.....	7
3	LOI SUR LES EXPLOSIFS	10
4	LOI SUR LA SÛRETÉ ET LA RÉGLEMENTATION NUCLÉAIRES	12
5	LOI SUR L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE	12
6	LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION.....	12
7	ANIMAUX,VÉGÉTAUX, POISSONS ET PRODUITS AGRICOLES.....	12
7.1	Loi sur la protection des végétaux.....	12
7.2	Loi sur la santé des animaux	15
7.3	Loi sur l'inspection du poisson	15
7.4	Loi sur les produits agricoles du Canada.....	18
7.5	Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial.....	18
8	LOI SUR L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DES DIAMANTS BRUTS	20

1 LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES

Description succincte du régime

1. L'importation de substances contrôlées, de chanvre industriel et de précurseurs chimiques est régie par les règlements adoptés en vertu de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (LRCDAS), promulguée en 1996 et entrée en vigueur en 1997. La LRCDAS permet au Canada de respecter ses obligations au titre de divers instruments des Nations Unies – Convention unique sur les stupéfiants de 1961, Convention de 1971 sur les substances psychotropes et Convention de 1988 sur le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

La LRCDAS établit un cadre législatif qui empêche essentiellement toute activité (par exemple, l'importation, l'exportation, la production, la distribution, etc.) impliquant des substances contrôlées, du chanvre industriel et des précurseurs chimiques, sauf lorsqu'un règlement le permet. Les règlements adoptés en vertu de la LRCDAS établissent ainsi les circonstances selon lesquelles les activités impliquant des substances contrôlées, précurseurs chimiques, chanvre indien et chanvre industriel sont permises.

Les substances réglementées dans le cadre de la LRCDAS sont regroupées dans six annexes (annexes I à VI) de la Loi. Les annexes I à V énumèrent les substances contrôlées (y compris les analgésiques, les stimulants, les sédatifs, les hallucinogènes et les anabolisants), tandis que l'annexe VI énumère les précurseurs chimiques.

Les règlements ci-après donnent un aperçu des dispositions se rapportant à l'importation licite de substances contrôlées, de précurseurs chimiques et de chanvre industriel :

"Substances contrôlées"

- *Règlement sur les benzodiazépines et autres substances ciblées* : énonce les circonstances et les conditions dans lesquelles les producteurs, distributeurs, importateurs, exportateurs, pharmaciens, praticiens et hôpitaux peuvent exercer des activités réglementées – y compris la possession, la vente, la distribution, l'importation et l'exportation, et la production de substances énumérées dans les annexes du Règlement. Celui-ci s'applique également aux benzodiazépines et autres substances psychotropes définies comme substances ciblées en vertu du règlement.
- *Règlement sur les stupéfiants* : énonce les circonstances et les conditions dans lesquelles les producteurs, distributeurs, importateurs, exportateurs, pharmaciens, praticiens et hôpitaux peuvent exercer des activités réglementées, y compris la possession, la vente, la distribution, l'importation et l'exportation, et la production de substances énumérées dans les annexes de ce Règlement et désignées sous l'appellation de « stupéfiants ». La cocaïne, l'opium, la codéine, la morphine et le cannabis (marijuana) sont des exemples de stupéfiants inclus dans ce groupe.
- *Règlement sur l'accès au cannabis à des fins médicales*: Les règlements prévoient un accès raisonnable au cannabis à des fins médicales en permettant aux individus médicalement autorisés la possibilité d'acheter de l'un des producteurs autorisés par Santé Canada, ou l'enregistrement avec Santé Canada pour produire une quantité limitée pour leurs propres fins médicales, ou ils peuvent désigner quelqu'un pour produire pour eux. En Août 24, 2016, le règlement sur l'accès au cannabis à des fins médicales a remplacé l'ancien règlement sur la marijuana à des fins médicales.
- *Partie G du Règlement sur les aliments et drogues [« drogues contrôlées »]* : régit les activités des producteurs, distributeurs, importateurs, exportateurs, pharmaciens, praticiens et hôpitaux, y compris la possession, la vente, la distribution, l'importation, l'exportation et la production de substances énumérées dans l'annexe de ce Règlement et désignées sous l'appellation de « drogues contrôlées » telles que les stimulants, les sédatifs et les anabolisants.
- *Partie J du Règlement sur les aliments et drogues [« drogues d'usage restreint »]* : régit les activités des producteurs, distributeurs, importateurs, exportateurs et instituts de recherche, y compris la possession, la vente, la distribution, l'importation, l'exportation et la production

de substances énumérées dans l'annexe de ce Règlement et désignées sous l'appellation de « drogues d'usage restreint » telles que MDMA, LSD et psilocybine.

"Chanvre industriel"

- *Règlement sur le chanvre industriel* : énonce les circonstances et les conditions autorisant l'importation, l'exportation et la possession, ainsi que la production, la vente, la fourniture, le transport, l'expédition ou la livraison du chanvre industriel à des fins commerciales. Dans ce Règlement, le chanvre s'entend de la plante du genre *Cannabis*, dont les feuilles et les têtes florales contiennent moins de 0,3 % de tétrahydrocannabinol (THC), ainsi que des dérivés de la plante et de parties de plante, et des dérivés de graines stériles de cannabis .

"Précurseurs chimiques"

- *Règlement sur les précurseurs* : énonce les circonstances et les conditions dans lesquelles les producteurs, distributeurs, importateurs, exportateurs, pharmaciens, praticiens et hôpitaux peuvent exercer des activités réglementées, y compris la production, la vente/la fourniture, l'emballage, l'importation et l'exportation de deux grandes catégories de produits chimiques indiquées dans les parties 1 et 2 de l'annexe VI de la LRCDS :
 - précurseurs de catégorie A : éphédrine, pseudoéphédrine, pipéridine, phosphore rouge/blanc, etc.;
 - précurseurs de catégorie B : acétone, acide chlorhydrique, toluène, etc.

Si ce Règlement régissant l'importation des substances contrôlées, des précurseurs et du chanvre industriel peut être considéré comme constituant trois « régimes de licences/de permis » différents – les modalités d'application variant quelque peu selon les catégories de substances – globalement, ces « régimes » sont très semblables. À cet égard, sauf indication contraire dans le texte ci-après, les modalités d'application sont les mêmes pour chaque type de substances.

Objet et champ d'application du régime de licence

2. Les importateurs potentiels de substances contrôlées, de précurseurs ou de chanvre industriel doivent être autorisés en vertu des règlements applicables à mener des activités incluant l'importation impliquant ces substances. Outre les précurseurs chimiques de catégorie B, l'importateur autorisé doit soumettre une demande de permis d'importation pour chaque expédition. La demande doit préciser le nom, l'adresse et le pays du fournisseur, la quantité et le type de substances importées ainsi que le mode de transport et le bureau de douane d'entrée. Les permis d'importation sont valables pour une seule expédition.

3. Ce régime s'applique aux substances contrôlées, au chanvre industriel et aux précurseurs chimiques en provenance de tous les pays. Alors qu'il n'y a pas véritablement de restriction quant aux pays d'où ces substances peuvent être importées, celles-ci sont rarement importées de pays qui ne sont pas parties aux Conventions des Nations Unies sur le contrôle des drogues. Cependant, les substances qui sont contrôlées au Canada ne sont pas toutes contrôlées dans d'autres pays (par exemple impuretés, analogues ou dérivés de certaines substances contrôlées, stéroïdes anabolisants, etc.).

4. Le régime de permis d'importation vise à assurer le commerce légitime de substances contrôlées et de précurseurs chimiques et à minimiser le risque que ces substances soient détournées vers des marchés illicites en surveillant le mouvement des expéditions de ces substances au niveau international et en prenant en compte, entre autres, les estimations nationales annuelles, qui sont communiquées par le Canada à l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS). En vertu des Conventions des Nations Unies sur le contrôle des drogues, le système réglementaire canadien doit comprendre un volet contrôle des importations.

5. Voir le paragraphe 1.

Modalités d'application

6. I. Les attributions contingentes pour les stupéfiants et substances psychotropes (considérés au Canada comme des « substances contrôlées ») sont publiées par l'Organisation des

Nations Unies, et ces renseignements sont communiqués, sur demande, aux distributeurs, et peuvent être consultés sur le site Web de l'OICS. Toute nation exportant des substances contrôlées peut obtenir des renseignements sur les contingents canadiens, par l'intermédiaire de l'OICS. Le Canada n'attribue pas de quantité spécifique aux pays étrangers ni aux importateurs nationaux.

- II. Les contingents pour les stupéfiants et les substances psychotropes (« substances contrôlées ») sont attribués chaque année conformément aux prescriptions de l'OICS.
- III. Les permis d'importation pour les substances contrôlées, le chanvre industriel et les précurseurs chimiques de catégorie A sont délivrés uniquement aux distributeurs autorisés à importer ces substances et à exercer d'autres activités portant sur ces substances. Les distributeurs autorisés sont également tenus de communiquer au Bureau des substances contrôlées (Santé Canada) la date à laquelle l'importation a eu lieu et la quantité importée. Si un permis pour ces substances n'est pas entièrement utilisé ou est annulé, la part non utilisée est imputée sur le contingent pour l'année en cours. Le nom des importateurs autorisés n'est pas divulgué pour des raisons de confidentialité et de sécurité. Le Bureau des substances contrôlées envoie au requérant trois copies du permis, et il incombe au requérant d'envoyer des copies des permis d'importation au pays exportateur et au courtier en douane. Les permis d'importation de chanvre indien en vertu du Règlement sur *l'accès au cannabis* à des fins médicales sont seulement émis à des producteurs autorisés. En conformité avec la Convention unique sur les stupéfiants, le chanvre indien ne peut être importé qu'à des fins médicales ou pour la recherche. Les producteurs autorisés doivent soumettre une demande et recevoir un permis d'importation avant que l'importation ait lieu.
- IV. Tous les contingents sont fixés sur une base annuelle, et une demande de modification du contingent peut être déposée à tout moment pendant l'année. Les demandes de permis d'importation sont acceptées tout au long de l'année. Les quotas soumis à l'OICS sont les estimations annuelles de substances contrôlées pour des fins légitimes au Canada. Au besoin, le Canada peut amender les estimations en soumettant des estimations supplémentaires à l'OICS.
- V. Les permis d'importation sont généralement délivrés dans un délai de 20 jours ouvrables à compter de la réception de la demande pour le chanvre industriel, et de 30 jours ouvrables pour les substances contrôlées et les précurseurs. Le temps de traitement des demandes pour importer du chanvre indien en vertu du Règlement sur *l'accès au cannabis* à des fins médicales varie selon le type d'importation (par exemple à des fins médicales ou à des fins de recherche).
- VI. Les permis d'importation pour les substances contrôlées, de produits chimiques précurseurs et le chanvre industriel sont délivrés pour importation immédiate, sauf lorsque le distributeur a indiqué qu'il souhaitait importer au cours de l'année civile suivante. Dans ce cas, le permis prend effet le 1^{er} janvier de ladite année. Les permis pour les substances contrôlées sont valables pour un maximum de quatre mois au moins à compter de la date de délivrance, et leur durée de validité ne va jamais au-delà du 31 décembre de l'année considérée, ou jusqu'à la date d'expiration de la licence, si précédente. Les permis pour les produits chimiques précurseurs sont valables pour un maximum de six mois ou jusqu'à la date d'expiration de la licence, selon la première éventualité. Les permis pour le chanvre industriel sont valables pour un maximum de trois mois à compter de la date d'émission ou jusqu'à la date d'expiration de la licence, si précédente. Pour le chanvre indien en vertu de la *Règlement sur l'accès au cannabis à des fins médicales*, pour des fins médicales, les permis d'importation sont valables pour six mois ou jusqu'à la date d'expiration du producteurs licence si elle précède la période de six mois, et ne peuvent pas couvrir deux années civiles.
- VII. Toutes les demandes d'importation de substances contrôlées, de chanvre industriel et de précurseurs chimiques sont examinées par le Bureau des substances contrôlées. Les demandes d'importation de chanvre indien en vertu du Règlement sur *l'accès au cannabis* à des fins médicales sont évaluées par le Bureau de cannabis médical. Les permis d'importation sont délivrés par le Bureau au nom du ministre de la Santé.

- VIII. Les permis d'importation sont délivrés dans l'ordre de présentation des demandes, à condition que le requérant soit un distributeur autorisé ou un producteur autorisé et soumette une demande complète. Il n'y a pas de quantité maximale attribuée par requérant. Les demandes sont vérifiées dès réception.
- IX. En conformité avec les conventions de l'ONU sur le contrôle des stupéfiants, une expédition d'un stupéfiant, substance psychotrope ou précurseurs doit être autorisée par le pays exportateur et le pays importateur.
- X. Sans objet.
- XI. Oui, il y a des produits pour lesquels les certificats sont délivrés avec les conditions que les marchandises doivent être exportées et non vendues sur le marché intérieur.
7. a) Les permis d'importation sont généralement émis dans un délai de 20 jours ouvrables pour le chanvre industriel, ou 30 jours ouvrables pour les substances contrôlées et précurseurs à compter de la réception d'une demande dûment remplie. L'émission de permis d'importation de chanvre indien en vertu du Règlement sur *l'accès au cannabis* à des fins médicales peuvent prendre plus de temps, dépendamment de la complexité de la demande. Les permis d'importation ne peuvent pas être obtenus à l'arrivée des marchandises au point d'entrée.
- b) Les permis d'importation sont généralement émis dans un délai de 20 jours ouvrables pour le chanvre industriel, ou 30 jours ouvrables pour les substances contrôlées et précurseurs à compter de la réception d'une demande dûment remplie. L'émission de permis d'importation de chanvre indien en vertu du Règlement sur *l'accès au cannabis* à des fins médicales peuvent prendre plus de temps, dépendamment de la complexité de la demande.
- c) Non. Tous les permis ont une durée de validité de trois mois au moins à compter de la date de délivrance et aucun n'a une durée de validité allant au-delà du 31 décembre de l'année où il a été délivré pour ce qui est des substances contrôlées; pour les précurseurs chimiques, les permis sont valables pendant six mois, ou jusqu'à la date d'expiration de la licence, et peuvent couvrir deux années civiles. Pour le chanvre indien à des fins médicales, les permis en vertu du *Règlement sur l'accès au cannabis à des fins médicales* sont valables pour six mois ou jusqu'à la date d'expiration de la licence du producteur, et ne peuvent pas couvrir deux années civiles.
- d) Toutes les demandes d'importation de substances contrôlées, de chanvre industriel et de précurseurs chimiques sont examinées par le Bureau des substances contrôlées. Les demandes de permis émis pour importer de la marijuana à des fins médicales en vertu du *Règlement sur l'accès au cannabis à des fins médicales* sont évaluées par le Bureau de cannabis médical. Les permis d'importation sont émis par le Bureau de cannabis médical au nom du ministre de la Santé.
8. En général, une demande pour un permis d'importation sera refusé si : le requérant ne détient pas une licence de distribution ou de producteur pour la substance qui sera importée ou détient une licence de distribution qui expirera avant la date d'importation; le requérant a fourni des renseignements qui sont faux ou trompeur dans sa demande; ou il y a des motifs raisonnables de croire que l'importation contreviendrait aux lois du pays d'exportation, ou tout pays de transit ou de réexpédition. Cette information est clairement fournie au demandeur. Oui, le demandeur a un droit d'appel, comme il est indiqué dans les règlements précités.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. S'agissant des substances contrôlées, du chanvre industriel, du chanvre indien et des précurseurs chimiques de catégorie A, seules sont habilitées à demander un permis d'importer les personnes physiques ou morales autorisées à exercer au Canada des activités réglementées portant sur ces substances. Malgré que les personnes physiques ou morales qui importent des précurseurs de catégorie B doivent être enregistrées auprès de Santé Canada, les permis d'importation ne sont pas exigés pour chaque expédition de ces substances. Il existe une liste des entreprises autorisées à importer les substances, qui peut être fournie sur demande aux distributeurs autorisés. Aucun droit n'est perçu pour la délivrance d'un permis d'importation. Néanmoins, une redevance et d'autres prescriptions s'appliquent pour l'obtention d'une licence

pour exercer dans le pays des activités réglementées portant sur des substances contrôlées. Aucun droit n'est perçu pour la délivrance d'une licence pour un précurseur de catégorie A ou d'une licence pour le chanvre industriel, ni pour l'enregistrement d'un précurseur de catégorie B.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'un permis

10. Pour les substances contrôlées, le chanvre industriel et les précurseurs de catégorie A, les requérants doivent fournir dans la demande de permis d'importation le nom et la quantité des substances, l'adresse de l'importateur et de l'exportateur, le mode de transport, le bureau de douane d'entrée et le pays de transit ou de réexpédition. Pour les précurseurs chimiques de catégorie A, les permis d'importation doivent aussi fournir la date d'importation. Pour le chanvre indien à des fins médicales, l'importateur doit préciser la forme et la quantité de la marijuana en question, les adresses de provenance et de destination, les méthodes de transport, les pays de réexpédition et le bureau de douane d'entrée.

11. Permis d'importation délivré par le Canada et, dans la plupart des cas, permis d'exportation délivré par le pays exportateur (fournisseur).

12. Non.

13. Non.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité des permis d'importation pour les substances contrôlées est d'un maximum de quatre mois à partir de la date d'émission et aucun permis n'est valide au-delà du 31 décembre de l'année civile en question, ou jusqu'à la date d'expiration de la licence si précédente. Les permis pour le chanvre industriel sont valables pour une durée maximale de trois mois ou jusqu'à la date d'expiration de la licence si précédente. Pour les précurseurs chimiques, elle est de six mois et ne peut pas être prorogée, ou le permis demeure valide jusqu'à la date d'expiration de la licence si cette date précède la fin de la période de six mois et ne couvre pas deux années civiles. Pour le chanvre indien à des fins médicales, les permis en vertu de la *Règlement sur l'accès au cannabis à des fins médicales* sont valables pour six mois ou jusqu'à la date d'expiration de la licence du producteur, et ne peuvent couvrir deux années civiles.

15. Non.

16. Non.

17. a) Des conditions particulières peuvent être ajoutées au cas par cas

b) Des conditions particulières peuvent être ajoutées au cas par cas

Autres formalités

18. Non.

19. Non.

2 LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification relative à la Loi sur les aliments et drogues présentée au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015.

Par souci de commodité, toutes les réponses au questionnaire concernant la Loi sur les aliments et drogues sont reproduites ci-dessous.

Note : La présente section porte sur les licences d'importation et les procédures administratives visant les produits de santé en vertu de la **Loi sur les aliments et drogues** et de ses règlements connexes. Les divers produits de santé visés par la Loi sont assujettis à des règlements différents, à savoir les suivants :

- Règlement sur les aliments et drogues;
- Règlement sur le sang;
- Règlement sur les instruments médicaux;
- Règlement sur les produits de santé naturels;
- Règlement sur le traitement et la distribution du sperme destiné à la reproduction assistée;
- Règlement sur la sécurité des cellules, tissus et organes humains destinés à la transplantation.

Description succincte du régime

1. L'importation au Canada de drogues, de sang, de produits de santé naturels et d'instruments médicaux nécessite une licence d'établissement ou d'exploitation, afin de faire en sorte que les substances importées sont conformes aux normes canadiennes en matière d'innocuité, d'efficacité et de qualité. L'importation de ces produits est couverte par le *Règlement sur les aliments et drogues*, le *Règlement sur le sang*, le *Règlement sur les produits de santé naturels* et le *Règlement sur les instruments médicaux* respectivement. Outre les licences d'établissement et d'exploitation qui permettent aux détenteurs d'importer, entre autres choses, un produit de santé, des licences ou des autorisations de mise en marché sont exigées pour la vente de chaque produit de santé au Canada.

L'importation de sperme pour la procréation assistée ainsi que des cellules, des tissus et des organes (CTO) utilisés à des fins de transplantation ne nécessite pas une licence, mais les produits importés doivent être conformes aux normes canadiennes en matière d'innocuité et de qualité, telles qu'elles sont stipulées dans chacun des règlements. Les établissements de CTO au Canada doivent s'enregistrer auprès de Santé Canada.

Objet et champ d'application du régime de licence

2. Une licence d'établissement est exigée pour l'importation de drogues (y compris les produits pharmaceutiques, les ingrédients pharmaceutiques actifs, les produits biologiques, les vaccins, les produits sanguins et les produits radiopharmaceutiques), de sang et d'instruments médicaux à des fins de vente.

Une licence d'exploitation est exigée pour l'importation de produits de santé naturels (y compris les vitamines et les minéraux, les plantes médicinales, les médicaments homéopathiques, les médicaments de médecine traditionnelle, les probiotiques et d'autres produits comme les acides aminés et les acides gras essentiels) à des fins de vente.

L'enregistrement est obligatoire pour tous les établissements de CTO (les organes ainsi que les cellules et tissus n'ayant fait l'objet que d'une manipulation minimale), à l'exception des établissements d'extraction et de transplantation qui ne sont pas considérés comme des établissements centraux.

3. Les régimes susmentionnés s'appliquent aux produits de santé précisés en provenance de tous les pays.

4. Les exigences en matière de licence ne visent pas à limiter la quantité ou la valeur des importations; elles visent à faire en sorte que les produits de santé importés soient conformes aux normes canadiennes en matière d'innocuité, de qualité et d'efficacité. L'octroi de licences est la façon la moins coûteuse de surveiller les importations.

5. L'octroi de licences est une exigence réglementaire en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues* et de ses règlements, ces derniers étant énumérés ci-dessus.

La désignation des produits n'est pas assujettie à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire administratif.

Une approbation législative serait requise pour abolir les systèmes d'enregistrement/de délivrance des licences susmentionnés.

Modalités d'application

6. L'importation de produits de santé par des détenteurs d'une licence ne fait pas l'objet de restrictions sur le plan de la quantité ou de la valeur des importations.
7. a) L'importateur doit obtenir une licence ou s'enregistrer avant de procéder à l'importation. Non, si l'importateur ne possède pas déjà une licence, il n'est pas possible d'en obtenir une dans des délais plus rapides pour les produits qui arrivent aux ports.

Le délai de traitement d'une demande de licence dépend de divers facteurs et varie selon le cas.

- b) Non, une licence ne peut être accordée immédiatement sur demande. Des licences d'établissement, d'exploitation et de mise en marché sont accordées si, après un examen de la demande, il est déterminé que toutes les exigences stipulées dans les règlements applicables sont respectées. Une demande d'enregistrement d'un établissement de CTO est acceptée si, après un examen de la demande, il est déterminé que toutes les conditions relatives à l'enregistrement sont remplies, et après réception d'une déclaration indiquant que l'établissement est conforme aux règlements applicables.
- c) Non, les demandes de licence et les importations ne font pas l'objet de restrictions en fonction de la période de l'année.
- d) Santé Canada est la seule autorité compétente en ce qui concerne les licences et les exigences d'enregistrement susmentionnées.

8. Le défaut de satisfaire aux critères stipulés dans les règlements entraînera le rejet de la demande. Des raisons à l'appui du rejet sont fournies au demandeur, et Santé Canada est tenu de donner au demandeur la chance d'être entendu. L'examen de la décision se fait à l'interne (Santé Canada). Les demandeurs ont comme dernier recours le droit d'interjeter appel par l'intermédiaire du système judiciaire fédéral.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne, entreprise ou institution peut présenter une demande de licence ou d'enregistrement.

Les demandeurs qui n'ont pas une adresse au Canada doivent fournir l'adresse d'un représentant au Canada, à l'exception des demandes visant des instruments médicaux pour lesquels le demandeur n'est pas tenu d'avoir un représentant au Canada. Des droits sont associés à l'obtention de licences d'établissement et de mise en marché pour les drogues et les instruments médicaux. Aucun autre droit n'est exigé. Une liste de drogues et d'instruments médicaux a été publiée. Pour les établissements de CTO, cette information est fournie sur demande.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Les demandes de licence de mise en marché varient selon le produit, mais toutes les exigences sont décrites en détail dans les règlements applicables. Les demandes de licence d'établissement et d'exploitation ainsi que les demandes d'enregistrement d'établissements de CTO doivent contenir les renseignements suivants : nom, adresse et coordonnées du demandeur; activités proposées; type de produit; adresse de chaque établissement où une activité sera réalisée; preuve que les exigences applicables énoncées dans les règlements sont respectées.

11. Aucun document précis n'est exigé au moment de l'importation. Il faut simplement prouver que toutes les licences nécessaires ont été obtenues. La Direction générale des produits de santé et des aliments de Santé Canada peut confirmer si les licences nécessaires ont été délivrées.

12. Aucun droit n'est exigé pour le sperme, le sang, les CTO ou les PSN, car ces substances ne sont pas assujetties à un recouvrement des coûts. Des droits sont exigés pour les drogues et les instruments médicaux. Ces droits sont publiés dans le Règlement sur les prix à l'égard des drogues et instruments médicaux, et ils varient selon le type de licence.

13. Dans les cas où des droits sont exigés, un dépôt ou un paiement anticipé devra être effectué pour pouvoir obtenir une licence. Encore une fois, ces droits sont publiés dans le Règlement et ils varient selon le type de licence.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Les licences d'établissement doivent être renouvelées tous les ans, avant le 1^{er} avril; les enregistrements d'établissements de CTO doivent être renouvelés au cours de l'année qui suit l'année de délivrance; les licences de mise en marché visant les drogues ou les instruments médicaux doivent faire l'objet d'une notification annuelle. Les licences d'exploitation pour les PSN doivent être renouvelées tous les ans pendant les trois premières années, tous les deux ans pour les six années subséquentes et tous les trois ans par la suite; les licences de mise en marché sont d'une durée indéfinie.

Les périodes de validité ne peuvent pas être prolongées.

15. Aucune pénalité n'est imposée pour la non-utilisation d'une licence ou d'un enregistrement.

16. Les licences sont délivrées au nom d'une seule personne. Pour changer le nom du titulaire de la licence, il faut envoyer une notification ou présenter une demande de modification.

17. Une licence d'établissement pourrait être assortie de conditions particulières établies par le ministre. Ces conditions varient selon le type de licence.

Autres formalités

18. Non.

19. Sans objet.

3 LOI SUR LES EXPLOSIFS

Description succincte du régime

1. L'importation d'explosifs est régie par la Loi et le Règlement sur les explosifs qui sont appliqués par le ministère des Ressources naturelles. Selon la définition légale, il faut entendre par explosifs les explosifs de mine, détonateurs, propulseurs, cartouches pour fusil de chasse et usages industriels, ainsi que tous les types de feux d'artifice et articles de pyrotechnie. Avant de pouvoir être importé ou fabriqué au Canada, un explosif doit être déclaré comme explosif autorisé par l'inspecteur en chef des explosifs désigné en vertu de la Loi sur les explosifs. Pour obtenir l'autorisation d'un explosif, le fabricant doit en indiquer la nature et la composition et donner des renseignements sur le conditionnement et le marquage. Des droits d'utilisation minimums de 125 dollars canadiens sont exigés pour la présentation de cette demande. Des échantillons sont ordinairement exigés pour l'examen en laboratoire. Les redevances perçues pour les essais dépendent des types d'essais à effectuer et du nombre d'échantillons à examiner. Elles peuvent aller de 2 108 dollars canadiens pour un échantillon de pièces pyrotechniques à 16 881 dollars canadiens pour dix échantillons de pièces pyrotechniques. Les critères d'autorisation sont fondés sur les caractéristiques des substances ou articles explosifs du point de vue de la sécurité pendant la manutention, l'entreposage, le transport et l'utilisation. Le processus d'autorisation vise à s'assurer que les caractéristiques correspondent aux valeurs déclarées et respectent les normes applicables. L'autorisation confirme également que la classification est conforme aux recommandations du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses adoptées par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

Objet et champ d'application du régime de licence

2. Lorsqu'un explosif est autorisé, toute personne peut l'importer au Canada à condition de posséder des installations de stockage appropriées pour le type et la quantité d'explosifs concernés : deux types de permis d'importation sont délivrés; un permis à utilisation unique délivré pour une quantité donnée importée en une seule fois et un permis annuel délivré pour un nombre illimité d'expéditions d'explosifs autorisés au cours d'une période de 12 mois.

3. Le régime s'applique aux explosifs de toutes provenances.
4. Le régime vise uniquement à assurer que les explosifs importés présentent le même degré de sécurité que les explosifs de fabrication nationale. Il ne tend en aucune façon à restreindre la quantité ou la valeur des explosifs importés.
5. *Loi sur les explosifs*, L.R.C., c. E-17, telle que modifiée, et *Règlement sur les explosifs* (DORS/2013-211). Le régime est une disposition législative qui ne laisse aucune latitude à l'administration et dont l'abrogation nécessiterait une décision du pouvoir législatif.

Modalités d'application

6. Sans objet.
 7. a) Le permis d'importation est normalement délivré dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande de permis si l'explosif a été précédemment agréé et qu'il existe au Canada des installations permettant de stocker en toute sécurité la quantité importée. Les permis peuvent être obtenus plus rapidement, mais doivent néanmoins être prêts lorsque les produits expédiés arrivent en douane afin d'éviter des accumulations dangereuses. Des retards se produisent naturellement si l'explosif n'a pas été précédemment agréé.
 - b) Des permis peuvent être délivrés immédiatement sur demande à condition que tout soit en ordre.
 - c) Il n'y a pas de limite en ce qui concerne la période de l'année au cours de laquelle une demande de permis d'importation peut être présentée.
 - d) L'importateur doit seulement prendre contact avec la Division de la réglementation des explosifs du ministère des Ressources naturelles. Aucune autre instance administrative n'intervient.
8. Une demande de permis d'importation d'explosifs ne peut être refusée que si les critères relatifs à la sécurité ne sont pas respectés. Les raisons du refus sont données au demandeur qui a le droit d'introduire un recours auprès du ministre des Ressources naturelles conformément à l'article 17 de la *Loi sur les explosifs*.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Tout importateur qui remplit les conditions fixées par le Règlement sur les explosifs en matière de stockage, vente, achat et possession de l'explosif devant être importé ainsi que les conditions fixées pour son transport par le Règlement sur le transport des marchandises dangereuses peut demander un permis de licence d'importation.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Le plus récent formulaire de demande et les lignes directrices se trouvent sur la page Web de Ressources naturelles Canada: <http://www.rncan.gc.ca/explosifs/importation/9914>.
11. Le plus récent processus d'importation est décrit dans le memorandum D19-6-1 de l'Agence des services frontaliers du Canada qui peut être trouvé à l'adresse: <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/publications/dm-md/d19/d19-6-1-fra.html>.
12. Le droit actuel est de 160,00 dollars canadiens pour un permis à utilisation unique et d'au moins 160,00 dollars canadiens pour un permis annuel, jusqu'à concurrence de 1 300 dollars canadiens.
13. La délivrance du permis d'importation n'est assortie d'aucun dépôt ou paiement préalable en sus du droit à acquitter.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. La durée de validité des permis d'importation d'explosifs peut être de 12 mois. Les permis à utilisation unique sont valables pour une expédition, tandis que les permis annuels sont valables pour un nombre illimité d'expéditions.

15. Il n'y a pas de sanction en cas de non-utilisation d'un permis d'importation d'explosifs.

16. Les permis ne sont pas cessibles; seuls les produits provenant du (des) fabricant(s) indiqué(s) sur le permis peuvent être importés.

17. La délivrance d'un permis d'importation d'explosifs n'est pas assortie de conditions liées à des restrictions quantitatives; les seules conditions concernent la sécurité du lieu de stockage au Canada. Selon la quantité à stocker, il peut être exigé une licence de magasinage (stockage) délivrée par la Division de la réglementation des explosifs. L'importateur qui a sollicité le permis en est alors avisé.

Autres formalités

18-19. Les personnes qui ne résident pas au Canada ou qui n'y ont pas leur principal établissement commercial doivent déposer un cautionnement avant d'être autorisées à importer des explosifs (*Loi sur les explosifs*, article 9 (2.1)).

4 LOI SUR LA SÛRETÉ ET LA RÉGLEMENTATION NUCLÉAIRES

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification relative à la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires présentée au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015.

5 LOI SUR L'OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification relative à la Loi sur l'Office national de l'énergie présentée au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015.

6 LOI SUR LES LICENCES D'EXPORTATION ET D'IMPORTATION

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification relative à la Loi sur les licences d'exportation et d'importation présentée au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015.

7 ANIMAUX, PLANTES, POISSONS ET PRODUITS AGRICOLES

Le Centre d'administration de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) assure la prestation et la coordination de tous les services administratifs et opérationnels requis pour l'obtention des autorisations nécessaires à l'importation énoncées dans la présente section (<http://inspection.gc.ca/au-sujet-de-l-acia/permis-licences-et-approbations/fra/1395348112901/1395348237219>). Toutes les demandes de permis sont envoyées au Centre d'administration, Division des permissions réglementaires et des enregistrements, Direction des centres de service nationaux de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

7.1 Loi sur la protection des végétaux

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification présentée au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015 en ce qui concerne la Loi sur la protection des végétaux.

Par souci de commodité, toutes les réponses au questionnaire concernant la Loi sur la protection des végétaux sont reproduites ci-dessous.

Description succincte du régime

1. Un permis d'importation décrit les conditions phytosanitaires qui doivent être remplies avant l'exportation depuis le pays d'origine, pendant l'exportation, et à l'arrivée au Canada. Ces conditions sont requises pour prévenir l'introduction ou la propagation au Canada de parasites des végétaux.

Objet et champ d'application du régime de licence

2. Conformément à l'article 31 du *Règlement sur la protection des végétaux* et en vertu de la *Loi sur la protection des végétaux*, tout importateur potentiel doit demander par écrit un permis d'importation. Conformément aux articles 32 et 43 du *Règlement sur la protection des végétaux*, le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, en se fondant sur une analyse du risque phytosanitaire, peut délivrer un permis pour l'importation d'une chose qui est un parasite des végétaux, qui constitue ou pourrait constituer un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire ou qui est ou pourrait être infesté par un parasite des végétaux ou un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire s'il détermine que toutes les mesures nécessaires peuvent être prises et seront prises pour prévenir l'introduction ou l'établissement et la propagation au Canada d'un parasite ou d'un obstacle biologique à la lutte antiparasitaire.

3. Le régime s'applique aux parasites des végétaux (par exemple cultures de maladies, insectes), aux végétaux et aux produits végétaux et à tout autre article, en provenance de tous les pays, dont l'importation au Canada relève de la *Loi sur la protection des végétaux* et de son Règlement.

4. Le régime de permis d'importation ne vise pas à restreindre la quantité ou la valeur des importations. Il a pour objet de faire en sorte que les parasites des végétaux, les végétaux et produits végétaux et autres articles relevant du Règlement et de la *Loi sur la protection des végétaux*, importés au Canada, soient conformes aux prescriptions phytosanitaires applicables à l'importation des plantes. Le régime de permis assure une protection contre l'introduction ou la propagation au Canada de parasites nuisibles aux végétaux.

5. Le régime de permis est régi par la *Loi sur la protection des végétaux* et le *Règlement sur la protection des végétaux*. Il est imposé par la Loi. La question de savoir si un permis doit être délivré pour un produit repose sur l'évaluation du risque phytosanitaire des parasites qu'il présente. Enfin, le gouvernement ne peut pas supprimer le régime sans modification réglementaire.

Modalités d'application

6. L'importation de produits en provenance d'autres pays n'est soumise à aucune limite en quantité ou en valeur.

7. a) Un importateur doit obtenir un permis d'importation valide avant l'importation. Les demandes écrites de permis peuvent être envoyées par la poste, par courriel ou par fax à la Division de l'octroi des licences et des permis et de l'enregistrement, Direction générale des services nationaux d'inspection et d'enquête de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Une fois qu'ont été reçus et examinés tous les renseignements du formulaire de demande de permis, l'ACIA délivre un permis d'importation dans un délai de cinq à dix jours ouvrables (modification possible).

L'ACIA ne délivrera pas de permis d'importation pour les produits réglementés qui sont déjà arrivés au Canada. En effet, les permis d'importation ne sont pas rétroactifs.

b) Non. Les permis ne peuvent pas être accordés immédiatement sur demande, car les demandes doivent faire l'objet d'une analyse du risque phytosanitaire.

c) Non, il n'y pas de limite en ce qui concerne la période de l'année au cours de laquelle une demande de permis d'importation peut être présentée.

d) Oui. Toutes les demandes de permis d'importation sont adressées à un seul organe administratif et approuvées par celui-ci. Toutes les demandes sont adressées à la Division de l'octroi des licences et des permis et de l'enregistrement, Direction générale des services nationaux d'inspection et d'enquête de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

Cependant, certains produits peuvent être réglementés par d'autres ministères et peuvent être assujettis à d'autres prescriptions.

8. Le permis d'importation peut être refusé au motif que les végétaux, les produits végétaux ou d'autres matières dont l'importation est envisagée entraîneront ou sont susceptibles d'entraîner l'introduction au Canada d'un parasite des végétaux. Un permis peut aussi être refusé ou abrogé si une personne a enfreint la Loi et/ou le Règlement. L'importateur est avisé du refus ou de l'abrogation. La *Loi sur la protection des végétaux* ou le *Règlement sur la protection des végétaux* ne prévoit pas de procédure d'appel en cas de refus ou d'abrogation d'un permis.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Peut demander un permis d'importation toute personne qui remplit l'une des conditions suivantes : 1) être citoyen canadien ou résident permanent; 2) être autorisé, en vertu des lois du Canada, à résider au Canada pendant une période de six mois ou plus et avoir la possession, la responsabilité ou la charge des soins de la chose à importer; 3) dans le cas d'une personne morale ayant un établissement au Canada, en être le mandataire ou l'un des dirigeants, et résider au Canada.

Note : L'ACIA n'acceptera plus les demandes de permis d'importation présentées au nom de leurs clients par les firmes de courtage. L'importateur canadien (qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une entreprise) doit présenter sa propre demande.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'un permis d'importation

10. La demande de permis est faite par écrit, est signée et datée par le demandeur et contient les renseignements suivants :

- a) les nom, adresse complète et numéro de téléphone du demandeur;
- b) les nom, adresse complète et numéro de téléphone du propriétaire de la chose à importer, si ces renseignements diffèrent de ceux visés à l'alinéa a);
- c) les nom et adresse complète de l'exportateur;
- d) la description et les noms commun et scientifique de la chose;
- e) la quantité de la chose;
- f) la raison pour laquelle la chose doit être introduite au Canada;
- g) le point d'entrée de la chose au Canada et sa destination au Canada;
- h) le pays et le lieu de multiplication ou de production de la chose et le pays et le lieu d'où elle a été expédiée au Canada;
- i) le nombre de colis, si la chose est expédiée par la poste ou par messenger;
- j) à la demande du ministre, tout autre renseignement sur les activités effectuées à l'égard de la chose, ou sur les précautions qui seront prises pour éviter la propagation de tout parasite ou de tout obstacle biologique à la lutte antiparasitaire pendant le déplacement.

11. Les documents (par exemple certificat phytosanitaire, certificat d'inspection, certificat de traitement, certificat d'origine, attestation sous serment, etc.) spécifiés sur le permis sont exigés au moment de l'importation.

12. Le droit à acquitter pour chaque demande de permis est compris entre 15 et 250 dollars canadiens, selon la raison de l'importation et de la nécessité de procéder à une analyse du risque phytosanitaire.

13. La délivrance d'un permis n'est pas assortie de la condition du versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable. Cependant, le paiement intégral est exigé avant qu'un permis ne puisse être délivré.

Conditions attachées à la délivrance d'un permis

14. La durée de validité d'un permis d'importation est spécifiée sur le permis. Le permis d'importation peut être utilisé pour plusieurs envois et sans limite de quantité, sauf indication contraire. Les permis d'importation délivrés aux personnes qui voyagent ou qui prélèvent elles-mêmes le matériel sont valides pendant un an au maximum. Lorsqu'un permis est arrivé à expiration, l'importateur doit présenter une nouvelle demande de permis.

15. Il n'y a pas de sanctions en cas de non-utilisation totale ou partielle d'un permis.

16. Les permis d'importation ne sont pas cessibles entre importateurs.

17. La délivrance d'un permis n'est subordonnée qu'aux dispositions de la *Loi sur la protection des végétaux* et de son règlement.

Autres formalités

18. D'une manière générale, il n'y a pas d'autres formalités administratives en dehors des formalités de demande de permis d'importation.

19. Sans objet.

7.2 Loi sur la santé des animaux

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification relative à la Loi sur la santé des animaux présentée au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015.

7.3 Loi sur l'inspection du poisson

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification relative à la Loi sur l'inspection du poisson présentée au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015.

Par souci de commodité, toutes les réponses au questionnaire concernant la Loi sur l'inspection du poisson sont reproduites ci-dessous.

Description succincte du régime

1. L'importation au Canada de tous poissons et produits à base de poisson comme produits alimentaires pour la consommation humaine à des fins autres que la consommation personnelle ou l'utilisation personnelle en tant qu'échantillons commerciaux est soumise à un régime de licences en vertu de la Loi sur l'inspection du poisson et de son règlement, qui est administré par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). La Loi sur l'inspection du poisson et son règlement énoncent des prescriptions concernant la salubrité, l'étiquetage, le conditionnement, le classement, ainsi que la santé et la sécurité des personnes.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. Voir le paragraphe 1 ci-dessus.

3. Le régime s'applique au poisson et aux produits à base de poisson en provenance de tous les pays. Voir le *Règlement sur l'inspection du poisson* pour les exceptions ou les prescriptions additionnelles applicables aux produits en provenance de certains pays. La liste des pays autorisés à exporter des mollusques vivants ou crus peut être consultée à l'adresse suivante : <http://www.inspection.gc.ca/aliments/poisson-et-produits-de-la-mer/importations/mollusques/fra/1377987441620/1377987693551>.

D'autres restrictions non quantitatives sont applicables à l'importation de certaines espèces. Par exemple, l'importation de crabes à mitaine (genre Eriocheir) ou de poissons-globes (famille des tétraodontidés) d'eau douce vivants n'est pas autorisée en vertu du Règlement sur l'inspection du poisson.

4. Le régime de licences vise à faire en sorte que les importateurs comprennent qu'il leur appartient de veiller à ce que le poisson qu'ils importent réponde à toutes les prescriptions réglementaires applicables du Canada. Les importations doivent par ailleurs satisfaire à toutes les prescriptions réglementaires applicables en matière de licences d'importation et d'inspection du poisson.

5. Le régime des autorisations d'importer est appliqué en vertu de la Loi sur l'inspection du poisson et de son règlement. Le régime de licences est imposé par disposition législative (voir le Règlement sur l'inspection du poisson). La Loi sur l'inspection du poisson autorise le gouverneur en conseil à réglementer les importations de poisson. La désignation des produits soumis au régime de licences n'est pas laissée à l'appréciation de l'administration. L'accord du législatif serait nécessaire pour supprimer des éléments du régime d'importation décrit dans le Règlement sur l'inspection du poisson. Toute personne ou organisation qui souhaite importer au Canada du poisson ou des produits à base de poisson destinés à la vente ou à la distribution pour la consommation humaine doit d'abord obtenir une licence d'importation auprès d'un bureau de l'ACIA. Ces prescriptions ne s'appliquent pas au poisson destiné à la consommation personnelle et à l'utilisation personnelle en tant qu'échantillons commerciaux.

Modalités d'application

6. Il n'existe pas de restrictions concernant la quantité ou la valeur.

7. Lorsqu'il n'est pas imposé de limite quantitative à l'importation d'un produit ou aux importations en provenance d'un pays particulier :

- a) Les licences sont accordées rapidement par l'ACIA. Le délai d'attente est fonction de la complexité de la demande. Pour que l'ACIA puisse accorder une licence d'importation, l'importateur doit lui présenter un dossier complet de demande de licence d'importation de poisson, comprenant les éléments suivants :
- un formulaire dûment rempli de demande de licence d'importation de poisson;
 - pour les nouveaux importateurs, le formulaire de demande de crédit CFIA/ACIA 0015;
 - pour une licence délivrée au titre du Programme de gestion de la qualité des importateurs (PGQI), le demandeur doit soumettre un plan PGQI écrit;
 - un droit de 500 dollars canadiens pour une licence d'importation de poisson ou de 5 000 dollars pour une licence d'importation de poisson délivrée dans le cadre du PGQI, conformément à ce qui est établi dans l'Avis sur les prix de l'Agence canadienne d'inspection des aliments;
 - les documents relatifs au numéro d'entreprise attribué par l'Agence du revenu du Canada.

En plus du dossier de demande pour une licence d'importation, les importateurs doivent indiquer à l'ACIA de quelle manière ils entendent respecter les exigences réglementaires suivantes :

- importer des produits qui ne sont pas gâtés, pourris ou malsains et qui répondent à toutes les exigences réglementaires canadiennes;
- entreposer les produits de manière à prévenir la contamination et l'altération;
- retracer la distribution du produit, notamment le nom et l'adresse de la personne à qui l'importateur a vendu le poisson et la date de vente du poisson;
- faire le suivi des plaintes et enquêter sur les renseignements reçus qui mettent en doute la salubrité de leur produit;
- obtenir les documents sur le contrôle des procédés pour les produits en conserve et les produits prêts-à-manger importés (voir la section 4.7.4 Documents sur le contrôle des procédés).

Toute personne qui présente une demande de licence au titre PGQI doit soumettre un plan PGQI écrit qui répond à la Norme de référence du PGQI (<http://www.inspection.gc.ca/aliments/poisson->

et-produits-de-la-mer/importations/documents/norme-de-reference-du-pgqi/fra/1360870958448/1360871089672).

Une licence d'importation de poisson expire un an après sa date de délivrance et n'est pas cessible.

- b) Voir la réponse figurant à l'alinéa a).
- c) Il n'y a pas de limite en ce qui concerne la période de l'année au cours de laquelle une demande peut être présentée.
- d) La demande de licence d'importation de poisson est présentée pour examen uniquement au bureau local de l'ACIA pour l'importateur. Il s'agit d'un processus à « guichet unique ». Le bureau qui reçoit la demande coordonne la communication avec d'autres bureaux de l'ACIA.

8. Le Règlement sur l'inspection du poisson autorise l'ACIA à refuser d'accorder (ou de renouveler) une licence d'importation de poisson dans des conditions déterminées, outre la non-conformité avec les critères ordinaires. Conformément audit règlement, l'ACIA délivre une licence après réception d'une demande complète et du droit correspondant, sauf s'il existe des motifs raisonnables de penser que le requérant ne respectera pas la Loi ou le Règlement sur l'inspection du poisson (par exemple en fournissant de faux renseignements, en ne notifiant pas les importations ou en raison de mauvais antécédents en matière de respect des règles). La ou les raisons du refus doivent être communiquées au requérant. La politique de l'ACIA permet de faire appel du refus d'une licence. Le Règlement permet de faire appel de la suspension ou de l'annulation d'une licence auprès du Directeur régional, et décrit la procédure à suivre.

Conditions requises des importateurs pour être habilités à demander une licence

9. Toute personne ou entreprise répondant aux critères requis est habilitée à demander une licence d'importation de poisson.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. Pour obtenir une licence d'importation de poisson, les importateurs doivent tenir des registres spécifiques pendant au moins trois ans à une adresse au Canada. Le formulaire de demande de licence d'importation de poisson et la demande de crédit qui doit accompagner la demande de licence d'importation peuvent être obtenus en ligne aux adresses suivantes :

Formulaire de demande de licence d'importation de poisson (voir formulaire n° 5587) :

<http://www.inspection.gc.ca/aliments/poisson-et-produits-de-la-mer/importations/fra/1299825431569/1299825501933>

Demande de crédit qui doit accompagner la demande de licence d'importation (voir formulaire n° 0015) :

<http://www.inspection.gc.ca/aliments/poisson-et-produits-de-la-mer/importations/fra/1299825431569/1299825501933>.

Les importateurs doivent informer par écrit le bureau d'inspection du poisson de l'ACIA le plus proche en utilisant le **formulaire d'avis d'importation du poisson**, avant l'importation du produit ou dans les 48 heures suivant l'importation. La notification doit inclure toutes les rubriques prévues dans les Instructions pour compléter le formulaire d'avis d'importation du poisson (http://www.inspection.gc.ca/DAM/DAM-aboutcfia-sujetacia/STAGING/text-texte/c5588_re_1383911986940_fra.pdf), y compris, mais pas seulement : nom de l'importateur et numéro de licence, fabricant étranger, conditions d'entreposage, description du produit, source et pays de récolte, utilisation prévue, etc.

11. Chaque notification par écrit doit contenir les codes de production de tous les poissons en conserve et prêts à consommer (la première fois que ces produits sont importés il faut présenter des documents dans lesquels sont décrits les contrôles des procédés et du processus de transformation dont le lot a fait l'objet pour chaque transformateur et type de produit indiquant que le produit a fait l'objet d'une transformation adéquate et ne présentera aucun danger pendant

toute sa durée de conservation). Si la notification écrite correspondante n'est pas présentée pour chaque cargaison importée, l'ACIA pourra prendre des mesures d'exécution.

12. Le montant du droit perçu pour une licence d'importation de poisson est de 500 dollars canadiens. Les importateurs peuvent demander à bénéficier d'un programme volontaire dans le cadre duquel ils sont également responsables des prélèvements d'échantillons et de la réalisation des tests. Le droit de licence perçu dans le cadre du Programme de gestion de la qualité des importateurs (PGQI) est de 5 000 dollars canadiens. Les droits perçus par le service d'inspection de l'ACIA correspondent aux ressources nécessaires pour inspecter différents types de produits et sont appliqués sur la base du poids déclaré et du type de produit (comme indiqué dans l'avis d'importation du poisson).

13. L'obtention d'une licence d'importation de poisson est subordonnée à l'acquittement par les importateurs de droits pour les services. L'importateur demande l'ouverture d'un compte de crédit auprès de l'ACIA au moment où il demande la licence d'importation. Les droits pour les services s'appliquent à chaque lot importé et sont prélevés sur le compte de l'importateur auprès de l'ACIA. Des factures sont adressées à l'importateur périodiquement (chaque mois) pour les droits appliqués au poisson importé pendant la période de facturation. La délivrance de la licence d'importation n'est assortie d'aucune condition de versement d'un dépôt ou d'un paiement préalable.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Les licences sont valables 12 mois. Les importateurs doivent demander le renouvellement de leur licence s'ils souhaitent continuer à importer du poisson après l'expiration de cette dernière.

15. Non.

16. Les licences ne sont pas cessibles entre personnes ou entreprises.

17. Autres conditions auxquelles est subordonnée la délivrance d'une licence :

a) Sans objet.

b) Non.

Autres formalités

18. Non.

19. Sans objet.

7.4 Loi sur les produits agricoles du Canada

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification relative à la Loi sur les produits agricoles du Canada présentée au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015.

7.5 Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification relative à la présentée la Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015.

Par souci de commodité, toutes les réponses au questionnaire concernant la Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial sont reproduites ci-dessous.

Description succincte du régime

1. En vertu de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), à laquelle adhère le Canada, les spécimens de telles espèces ainsi que leurs parties et dérivés sont énumérés à l'Annexe I du *Règlement sur le commerce d'espèces animales et végétales sauvages* établi en vertu de la *Loi sur la protection d'espèces animales et végétales sauvage et la réglementation de leur commerce international et interprovincial* (LPEAVSRCII) et ils nécessitent une licence. Les espèces qui pourraient nuire aux écosystèmes du Canada si elles sont relâchées dans la nature sont énumérées à l'Annexe II de la LPEAVSRCII et elles nécessitent aussi une licence.

Objet et champ d'application du régime de licences

2. L'objet du présent régime consiste :

- a) à restreindre le commerce de spécimens, ainsi que de leurs parties et dérivés, qui sont désignés en voie de disparition ou nuisibles aux écosystèmes du Canada;
- b) à établir un système de surveillance des spécimens susceptibles de devenir en voie de disparition au moyen d'un mécanisme d'octroi de licences consécutives;
- c) à permettre à chaque pays de surveiller les importations dans d'autres pays de spécimens et de leurs parties et dérivés désignés en voie de disparition par le pays exportateur seulement.

3. Le régime s'applique aux espèces menacées, peu importe d'où elles sont originaires et exportées.

4. L'objet du régime de licences consiste à permettre l'importation d'espèces menacées ainsi que de leurs parties et dérivés dans des conditions convenues au niveau international et, dans le cas des espèces figurant à l'Annexe II, lorsque des mesures de protection et de sécurité suffisantes ont été prises pour éviter que ces espèces s'échappent dans la nature.

5. L'octroi de licences est assujéti aux dispositions du *Règlement sur le commerce d'espèces animales et végétales sauvages* établi en vertu de la LPEAVSRCII. Les produits individuels ne sont pas désignés dans la Loi. Les espèces figurent à l'Annexe I du *Règlement sur le commerce d'espèces animales et végétales sauvages*, lequel a été établi par le gouverneur en conseil pour mettre en œuvre accord ou un engagement intergouvernemental (voir le paragraphe 1 ci-dessus).

Modalités d'application

6. I. Les renseignements relatifs aux modalités à suivre pour se conformer aux exigences du présent contrôle sont publiés dans la Gazette du Canada, sur le site Web du ministère de l'Environnement ainsi que dans les communiqués et les avis aux importateurs envoyés aux associations et réseaux de commerçants. Ces renseignements peuvent aussi être obtenus, sur demande, de la part du ministère de l'Environnement.

Autres questions liées aux paragraphes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X et XI : sans objet.

- 7. a) Il est possible de présenter une demande de licence individuelle d'importation au moins 40 jours avant la date d'arrivée prévue, et ces licences ne sont pas accordées de façon rétroactive.
- b) Une licence individuelle d'importation est habituellement accordée dans les 40 jours suivant la réception de la demande, pour autant que les critères d'admissibilité soient respectés. Dans des circonstances spéciales, par exemple dans le cas d'animaux vivants, il est possible d'obtenir une licence d'importation plus rapidement.
- c) Sans objet.
- d) Les demandes sont traitées par les autorités de la CITES à Environnement Canada.

8. Si les critères ne sont pas respectés, le demandeur en sera avisé. Dans de tels cas, le demandeur peut resoumettre sa demande en fournissant de nouveaux renseignements.

9. La citoyenneté et la résidence ne sont pas des critères.

Documents et autres formalités à remplir lors de la demande d'une licence

10. L'importateur est tenu de fournir tous les renseignements exigés par la Loi et le Règlement concernant le type de spécimen animal ou végétal qu'il prévoit importer. Il existe de nombreux formulaires de demande propres à un type de spécimen animal ou végétal et à une activité commerciale.

Les documents de la CITES délivrés par les autorités compétentes dans le pays d'origine ou dans tout autre pays de réexportation subséquent doivent être joints à toutes les demandes.

11. Il faut fournir les mêmes documents que ceux mentionnés dans la réponse à la question n° 10. Les produits qui arrivent au Canada sans licence d'exportation authentique de la CITES ne seront pas dédouanés par Douanes Canada et pourraient faire l'objet d'une saisie. Il faut se procurer une licence d'importation de la CITES du Canada pour les spécimens d'espèces figurant à l'Annexe I de la CITES, comme il est indiqué l'Annexe I du *Règlement sur le commerce d'espèces animales et végétales sauvages*. Il faut également remplir des formulaires de déclarations douanières.

12. Aucun droit.

13. Sans objet.

Conditions attachées à la délivrance des licences

14. Les licences d'importation délivrées au titre de la CITES sont valides pour une durée d'un an à partir de la date de leur octroi. Si les licences arrivent à échéance avant d'être utilisées, le demandeur peut présenter une demande de renouvellement en retournant la licence échue.

15. Non.

16. Non.

17. Non.

Autres formalités

18. Les demandeurs de licences d'importation doivent suivre toutes les procédures administratives provinciales, territoriales et fédérales en place concernant le spécimen, par exemple les dispositions relatives à la possession ou au transport à l'intérieur du Canada.

19. Sans objet.

8 LOI SUR L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DES DIAMANTS BRUTS

Note : Le Canada fait savoir au Comité des licences d'importation que la notification relative à la Loi sur l'exportation et l'importation des diamants bruts présentée au titre de l'article 7:3 de l'Accord, reproduite sous la cote G/LIC/N/3/CAN/14, reste valable pour 2015.
